

Les documents reproduits ici donnent un exemple rare qui illustre l'interaction entre les députés de la région, les ministres du Cabinet et les fonctionnaires fédéraux dans la définition de la politique.

Dans ce volume, le principal dossier relatif aux ressources continentales est incontestablement l'instauration par le gouvernement de la nouvelle politique d'aménagement des rivières traversant la frontière entre le Canada et les États-Unis. En février 1956, après des années de discussion stérile au sein de la Commission mixte internationale sur l'avenir du bassin du Columbia, le ministre du Nord et des Ressources nationales, Jean Lesage, a proposé de négocier directement avec Washington aux niveaux politique et diplomatique. Il espérait que ces pourparlers permettraient de définir de nouveaux principes pour partager les avantages d'amont et d'aval qui découleraient de la mise en valeur de toutes les rivières traversant la frontière internationale. À la joie manifeste d'Ottawa, le président des États-Unis, Dwight Eisenhower, a accepté la proposition que M. Saint-Laurent lui avait faite lors de sa visite à White Sulphur Springs, en mars 1956. Les pourparlers proprement dits ont démarré lentement, et la plupart des documents reproduits ici décrivent les efforts en vue de définir la portée des négociations et de convenir d'une position commune avec le premier ministre batailleur de la Colombie-Britannique, W.A.C. Bennett.

Les questions économiques ont également joué un rôle prépondérant dans les relations entre le Canada et l'Europe occidentale, où la création du Marché commun et les propositions de la Grande-Bretagne en vue d'établir une Zone européenne de libre-échange posaient un formidable défi. M. Pearson, fortement influencé par les opinions du ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Paul-Henri Spaak, a souligné les avantages politiques que présentait l'intégration accrue des pays européens pour l'alliance occidentale, tout en faisant peu de cas des coûts qu'elle entraînerait pour l'économie du Canada. Le ministre des Finances, Walter Harris, et son allié, le ministre du Commerce, C.D. Howe, ont adopté une position plus intransigeante, et n'étaient pas prêts à accueillir le Marché commun ou la Zone européenne de libre-échange. M. Pearson a toutefois fait peser son poids de premier ministre contre ces deux adversaires redoutables et, en définitive, le Canada n'était pas opposé à l'évolution de la situation en Europe.

Ce manque d'enthousiasme a également marqué la démarche du Canada à l'égard d'autres institutions européennes. Au sein de l'Organisation pour la coopération économique européenne (OEEC), le Canada est demeuré un participant réservé et peu disposé à s'engager dans le programme de libéralisation du commerce mis sur pied par l'organisation. Louis Rasminsky, sous-gouverneur de la Banque du Canada, a précisé que le Canada préférerait les institutions de grande envergure comme la Banque mondiale ou le GATT. Il a déclaré d'un ton sarcastique que la politique canadienne au sein de l'OEEC pouvait donc se résumer comme suit :

Tu ne tueras point, mais tu n'auras pas besoin d'essayer officieusement de rester en vie. [Document 406]

Le Canada adoptait une attitude plus hostile à l'égard de l'Intergovernmental Conference on European Migration (ICEM), qui contribuait à organiser l'afflux d'immigrants en provenance de l'Europe de l'Ouest vers le Canada, l'Australie et l'Amérique du Sud. Malgré le solide appui dont l'ICEM jouissait parmi les alliés du Canada en Europe de l'Ouest, le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration tenait à détruire cette organisation qui, de l'avis de certains responsables de l'Immigration,